

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES ET SERVICES

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

Marché passé selon une procédure formalisée en application des articles L2124-2 du code de la commande publique et l'article R2124- du code de la commande publique

Administration contractante :

**INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE,
L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT**

**Etablissement public de l'Etat à caractère
Scientifique et Technologique**

OBJET

**EXECUTION DE PRESTATIONS DE NETTOYAGE,
D'ENTRETIEN ET D'HYGIENE DES LOCAUX DU CENTRE
INRAE CLERMONT-AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

COMMUN A TOUS LES LOTS

**Centre de Recherches Clermont-Auvergne-Rhône-Alpes
63122 Saint-Genès-Champanelle**

ARTICLE PREMIER - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1-1 Objet du marché

Le présent marché porte sur l'exécution des prestations suivantes :

Exécution de prestations de nettoyage, d'entretien et d'hygiène des locaux du centre INRAE Clermont-Auvergne-Rhône-Alpes

1-2 Lots, Tranches Optionnelles et Prestations Supplémentaires Éventuelles

La présente opération est décomposée en 6 lots :

- Lot n° 1 - Site de Theix

Ce lot est décomposé comme suit :

↳ Une tranche ferme

↳ Une tranche optionnelle TO1 : Cahier de liaison dématérialisé

- Lot n° 2 - Site de Crouël

Ce lot est décomposé comme suit :

↳ Une tranche ferme

↳ Une tranche optionnelle TO1 : Cahier de liaison dématérialisé

- Lot n° 3 - Site des Cézeaux

Ce lot est décomposé comme suit :

↳ Une tranche ferme

↳ Une tranche optionnelle TO1 : Cahier de liaison dématérialisé

- Lot n° 4 - Site d'Aurillac

Ce lot est décomposé comme suit :

↳ Une tranche ferme

↳ Une tranche optionnelle TO1 : Cahier de liaison dématérialisé

- Lot n° 5 - Site de Montoldre

Ce lot est décomposé comme suit :

↳ Une tranche ferme

↳ Une tranche optionnelle TO1 : Cahier de liaison dématérialisé

- Lot n° 6 - Site de Marcenat

Ce lot est décomposé comme suit :

↳ Une tranche ferme

↳ Une tranche optionnelle TO1 : Cahier de liaison dématérialisé

La présente consultation n'est pas ouverte aux Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE).

Les prestations à exécuter sont décrites en annexe 2 et les surfaces et fréquences de nettoyages sont précisées dans les annexes :

- « Annexe 1-1 Theix » pour le lot n°1,
- « Annexe 1-2 Crouël » pour le lot n°2,
- « Annexe 1-3 Cézeaux » pour le lot n°3,
- « Annexe 1-4 Aurillac » pour le lot n°4,
- « Annexe 1-5 Montoldre » pour le lot n°5,
- « Annexe 1-6 Marcenat » pour le lot n°6.

1-3 Lieu d'exécution

Lots	Adresses
Lot n° 1 - Site de Theix	Route de Theix 63122 Saint-Genès-Champanelle

Lot n° 2 - Site de Crouël	5 chemin de Beaulieu 63000 Clermont-Ferrand
Lot n° 3 - Site des Cézeaux	9 avenue Blaise Pascal 63178 Aubière
Lot n° 4 - Site d'Aurillac	20 Côte de Reyné 15000 Aurillac
Lot n° 5 - Site de Montoldre	Domaine des Palaquins 03150 Montoldre
Lot n° 6 - Site de Marcenat	Laborie 15190 Marcenat

1-4 Durée du Marché

Le marché de prestation d'entretien des locaux est passé pour une durée d'un an à compter du 1^{er} avril 2026 sous réserve de sa notification.

Il pourra être renouvelé annuellement par période de 12 mois sans que la durée totale ne puisse excéder 48 mois (4 ans), sauf dénonciation écrite par INRAE, ou résiliation anticipée du marché prévue à l'article 12.2 du présent document en cas de manquements répétés du titulaire à ses obligations.

A cet effet, INRAE adressera au titulaire sa décision de reconduction ou de non reconduction via la plateforme des achats de l'état PLACE et le cas échéant par mail avec accusé réception au moins trois mois avant la fin de la période en cours. Le titulaire ne pourra refuser la reconduction du marché.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- ✓ L'Acte d'engagement (AE) propre à chaque lot,
- ✓ La DPGF propre à chaque lot (Annexes 1...),
- ✓ Le BPU commun à tous les lots (Annexe 5),
- ✓ Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots,
- ✓ Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à tous les lots,
- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG - FCS), issu de l'arrêté du 30 mars 2021 modifié par l'arrêté du 30 septembre 2021,
- ✓ Le mémoire technique détaillé du candidat, accompagné de l'Annexe 4,
- ✓ Le certificat de visite des lieux,
- ✓ Les Annexes et fiches techniques.

Annexes relatives à la description du marché et de la structure

Annexe 1 - 1 Theix : Surfaces à entretenir Theix (**à compléter**)
Annexe 1 - 2 Crouël : Surfaces à entretenir Crouël (**à compléter**)
Annexe 1 - 3 Les Cézeaux : Surfaces à entretenir Les Cézeaux (**à compléter**)
Annexe 1 - 4 Aurillac : Surfaces à entretenir Aurillac (**à compléter**)
Annexe 1 - 5 Montoldre : Surfaces à entretenir Montoldre (**à compléter**)
Annexe 1 - 6 Marcenat : Surfaces à entretenir Marcenat (**à compléter**)

Annexe 2 : Descriptif des prestations

Annexe 3 - 1 Theix : Reprise du personnel - Article 7
Annexe 3 - 2 Crouël : Reprise du personnel - Article 7
Annexe 3 - 3 Les Cézeaux : Reprise du personnel - Article 7
Annexe 3 - 4 Aurillac : Reprise du personnel - Article 7
Annexe 3 - 5 Montoldre : Reprise du personnel - Article 7
Annexe 3 - 6 Marcenat : Reprise du personnel - Article 7

Annexes relatives à la présentation de la prestation et du candidat - Communes à tous les lots

Annexe 4 : Présentation de la structure responsable des prestations (**à compléter**)
Annexe 5 : Prestations supplémentaires (**à compléter**)
Annexe 6 : Dotation en personnel (**à compléter**)
Annexe 7 : Dotation en matériel (**à compléter**)
Annexe 8 : Liste des produits et leur impact au niveau déchets (**à compléter**)
Annexe 9 : Tranche optionnelle 1 : Descriptifs du cahier de liaison dématérialisé (**à compléter**)

Annexes relatives à la Qualité

Annexe 10 : Contrôle de la qualité - Commune à tous les lots
Annexe 11 : Enquête de satisfaction - Commune à tous les lots (**à compléter**)

Annexe 12 - 1 Theix : Evaluation de la prestation Theix (**à compléter**)
Annexe 12 - 2 Crouël : Evaluation de la prestation Crouël (**à compléter**)
Annexe 12 - 3 Les Cézeaux : Evaluation de la prestation Les Cézeaux (**à compléter**)
Annexe 12 - 4 Aurillac : Evaluation de la prestation Aurillac (**à compléter**)
Annexe 12 - 5 Montoldre : Evaluation de la prestation Montoldre (**à compléter**)
Annexe 12 - 6 Marcenat : Evaluation de la prestation Marcenat (**à compléter**)

Annexe relative à l'aide au chiffrage

Annexe13 : Note d'aide au chiffrage des offres

ARTICLE 3 - MODALITES D'EXECUTION

Après la notification, INRAE fera parvenir au titulaire, un bon de commande pour l'exécution de la partie forfaitaire de la 1^e année.

Pour les prestations complémentaires à la demande, le marché fera l'objet à chaque fois, d'un bon de commande ponctuel établi au fur et à mesure des besoins, dans un délai de 2 semaines avant l'intervention.

Les conditions d'exécution sont détaillées à l'article 4 du CCTP.

La nature et les fréquences des prestations figurent à l'article 3 du CCTP et aux annexes 1, 2 et 5 du dossier de consultation.

ARTICLE 4 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS-INFRACTIONS

4-1 Vérifications

Les vérifications des interventions et de la qualité des prestations sont effectuées dans les conditions prévues à l'article 27 du CCAG - FCS et à l'article 2 du CCTP ainsi qu'à l'Annexe 10.

Ces vérifications ne donnent pas lieu, le cas échéant, à décision d'admission par dérogation aux articles 28.2, 29.2 et 30.1 du CCAG - FCS.

4-2 Manquements

Tout manquement aux clauses et conditions du présent marché donnera lieu à l'application de pénalités comme défini à l'article 11 du présent CCAP.

Les manquements seront constatés par la personne chargée du suivi technique du marché ou toute autre personnel INRAE habilité, sous la responsabilité du représentant du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 5 - ACCES AUX LOCAUX

Seuls les agents désignés par le titulaire pour effectuer les prestations pourront accéder aux locaux ; la présence d'autres personnes les accompagnants (enfants, conjoints...) est formellement interdite.

L'article 8 du CCTP précise les modalités d'accès aux locaux.

ARTICLE 6 - GARANTIE

Sans Objet.

ARTICLE 7 - RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé de retenue de garantie.

ARTICLE 8 - MODALITE DE DETERMINATION DU PRIX

8-1 Nature du prix

Le présent marché est conclu à prix mixtes :

- Le marché est conclu à prix forfaitaires pour les prestations régulières figurant aux Annexes « Annexe 1-1 Theix » pour le lot n°1, « Annexe 1-2 Crouël » pour le lot n°2, « Annexe 1-3 Les Cézeaux » pour le lot n°3, « Annexe 1-4 Aurillac » pour le lot n°4, « Annexe 1-5 Montoldre » pour le lot n°5, et « Annexe 1-6 Marcenat » pour le lot n°6, colonnes « **Prestations Forfaitaires** »,
- Les prestations effectuées en dehors du forfait, seront effectuées à la demande. Elles seront réalisées dès l'établissement d'un bon de commande sur la base des prix unitaires établis à l'Annexe 5 et/ou aux Annexes 1, colonnes « **Prestations sur Commande** ».

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais, charges, fournitures, matériels et sujétions du titulaire. Ils s'entendent hors T.V.A. et sont réputés fixés aux conditions économiques du mois de remise des offres.

8-2 Révision des prix

8.2.1 – Mois d'établissement des prix

Les prix de l'accord cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au cours du mois de remise des offres soit décembre 2025. Ce mois est appelé mois M0 (mois zéro).

8.2.2 – Modalités de révision des prix

Les prix du présent marché sont fermes la première année et révisables ensuite chaque année à la date anniversaire de la notification du marché, par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation selon la formule suivante :

$$P = P0 (I0/I)$$

P = prix forfaitaire révisé à la date anniversaire de la notification du marché,

P0 = prix forfaitaire au mois M0,

I = dernier indice trimestriel portant sur les prix de production des services français aux entreprises françaises – prix de marché – CPF 81.21 – Nettoyage courant, marché public - Base 2021 (indice : 010766785) connu et publié à la date anniversaire de la notification.

I0 = dernier indice trimestriel portant sur les prix de vente des services français aux entreprises françaises – prix de marché – CPF 81.21 – Nettoyage courant, marché public - Base 2021 (indice : 010766785) connu et publié au mois M0

Lors de la révision des prix, une note indiquant les indices pris en références, ainsi que le détail des calculs, seront joints à la première facture.

La révision des prix s'applique à la baisse comme à la hausse.

ARTICLE 9 - AVANCE

Pour les marchés dont le montant initial en prix de base est au moins égal au seuil fixé par le décret précité pour le versement de l'avance, une avance sera versée au titulaire du marché sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Son montant est, en prix de base, égal à **cinq pour cent (5%)** du montant initial du marché en prix de base, si le délai d'exécution du marché exprimé en mois n'excède pas douze mois. Si le délai dépasse douze mois, l'avance est calculée en prenant 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial du marché divisé par la durée exacte du marché exprimée en mois.

Le taux minimal de l'avance est porté à vingt pour cent (20%) lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise conformément au décret n° 2024-1251 du 30 décembre 2024 portant diverses mesures de simplification du droit de la commande publique entré en vigueur au 1^{er} janvier 2025.

Le paiement de l'avance interviendra sans formalité dans le délai de 30 jours compté à partir de la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution du marché.

Aucune variation de prix ne sera appliquée au montant de l'avance.

Conformément au décret n° 2024-1251 du 30 décembre 2024 portant diverses mesures de simplification du droit de la commande publique entré en vigueur au 1^{er} janvier 2025, le remboursement de l'avance intervient de manière échelonnée en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des travaux dont ils sont chargés est au moins égal au seuil fixé par le décret n°2018-1075 précité modifié pour le versement de l'avance.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être au moins égal à cinq pour cent (5%) du montant des travaux sous-traités, et son remboursement, sont effectués à la diligence de l'entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance. Cet entrepreneur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

ARTICLE 10 - MODALITES DE REGLEMENT

10-1 Mode de règlement

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

A l'heure actuelle, la transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par INRAE que par dépôt au format pdf sur le site : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures mensuelles seront établies en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique. Elles comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- Le numéro SIRET du centre INRAE bénéficiaire
- Le numéro du marché
- Les prestations réalisées ou fournitures livrées
- Le numéro du bon de commande
- Le montant HT des prestations ou fournitures
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Président du Centre INRAE Clermont-Auvergne-Rhône-Alpes.

Le paiement sera effectué par virement administratif au compte indiqué par le titulaire (RIB joint).
Le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture dans les formes prescrites.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée.

10-2 Etablissement du décompte des factures

Le montant à facturer sera calculé en se référant aux prix prévus à l'acte d'engagement et aux Annexes 1, colonnes « **Prestations Forfaitaires** » sur la base de 1/12^e et pour le 1^e mois au prorata suivant la notification du marché.

Le calcul se fera également au prorata en cas d'augmentation ou diminution des prestations régulières forfaitaires en cours d'exécution du marché.

Pour les montants à facturer relevant de l'Annexe 5 et/ou des Annexes 1, colonnes « **Prestations sur Commande** », ceux-ci seront calculés en se référant aux prix unitaires prévus à l'acte d'engagement de chaque lot après exécution des prestations.

Ces montants seront révisés en application de l'article 8 du présent CCAP.

Toutes prestations non réalisées et non rattrapées dans un délai de 24h00 ouvrées, ne seront pas réglées et entraîneront des pénalités de retard (Cf article 11-1-1).

10-3 Vérification et paiement des prestations complémentaires

Le paiement des prestations complémentaires interviendra dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement par INRAE, après attestation du service fait par INRAE.
Le titulaire enverra par mail, à INRAE, des photos permettant au représentant du pouvoir adjudicateur de s'assurer de la réalisation de la prestation et de valider la facture.

10-4 Erreurs de facturation

Les erreurs ou omissions dans la demande de règlement seront signalées au titulaire du marché, obligation sera faite à ce dernier d'établir une nouvelle demande ou une nouvelle facture, à compter de la réception de laquelle un nouveau délai de 30 jours pour effectuer le paiement sera ouvert dans des conditions identiques à celles visées à l'alinéa précédent.

ARTICLE 11 - REFACTIONS / PENALITES / RESILIATION

11-1 Pénalités

11-1-1 - Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG – FCS, en cas d'inexécution partielle ou totale des prestations, le titulaire sera redevable, d'une pénalité de 20% du coût de la prestation non réalisée (Cf : Annexe 1-1 Theix » pour le lot n°1, « Annexe 1-2 Crouël » pour le lot n°2, « Annexe 1-3 Les Cézeaux » pour le lot n°3, « Annexe 1-4 Aurillac » pour le lot n°4, « Annexe 1-5 Montoldre » pour le lot n°5 et « Annexe 1-6 Marcenat » pour le lot n°6, colonnes « **Prestations Forfaitaires** »).

INRAE ne règlera pas la prestation non effectuée.

11-1-2 – Pénalité « Contrôle qualité »

Pour l'application de ces pénalités, se référer à l'annexe 10.

11-1-3 - Pénalité pour perte d'un moyen d'accès (badge, clé, pass)

Tout badge, clé, ou pass manquant pendant la réalisation du marché ou après sa fin, amènera INRAE à facturer les pénalités forfaitaires suivantes au titulaire du marché, sans que celui-ci puisse élever la moindre contestation :

- **Perte d'un badge nominatif => 50,00€,**
- **Perte d'une clé standard => 50,00€**
- **Perte d'une clé pass => 2 000,00€**

11-1-4 - Pénalité pour travail dissimulé

Lorsqu'il ne respecte pas ses obligations déclaratives afférentes à la lutte contre le travail dissimulé telles que définies aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail, le titulaire encourt une pénalité égale à 10 % du montant du marché et ne pouvant excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail. Le pouvoir adjudicateur peut également, en lieu et place de cette pénalité, décider de résilier le marché pour faute sans indemnités.

11-1-5 – Plafond des pénalités

Le plafond général des pénalités applicables au présent marché est égal à 20% du montant global des prestations commandées par INRAE.

11-2 Résiliation

Les dispositions des articles 38 à 44 du CCAG - FCS s'appliquent, sauf dérogation figurant ci-dessous.

En outre, les manquements réitérés du titulaire à ses obligations seront appréciés au regard de l'indice de satisfaction obtenu sur 3 contrôles qualité consécutifs.

Comme détaillé à l'Annexe 10, une qualité inférieure à 65 % est considérée comme inacceptable. En cas de qualité inférieure à 65% lors d'un contrôle qualité programmé, un deuxième contrôle aura lieu dans les 15 jours suivant ce premier contrôle.

Si la qualité reste inacceptable, le titulaire sera sommé de procéder aux actions correctives sans délai. Un troisième contrôle aura alors lieu dans les jours suivants le deuxième contrôle négatif. Si la qualité reste toujours inacceptable à l'issue de ce troisième contrôle, INRAE aura la possibilité de résilier le marché.

Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG - FCS, cette résiliation ne sera pas précédée d'une mise en demeure.

Cette résiliation interviendra indépendamment des pénalités que INRAE aurait décidé d'appliquer.

ARTICLE 12 - PROTECTION DE LA MAIN-D'OEUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements sur la protection de la main-d'œuvre et conditions de travail. Les stipulations de l'article 6 du CCAG - FCS sont applicables.

Des vêtements et protections de travail spécifiques à l'exécution des prestations seront fournis par le titulaire du marché.

En cas de changement dans le personnel affecté, le titulaire devra fournir une liste actualisée à INRAE (Cf article 9.1 du CCTP).

ARTICLE 13 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Conformément à l'article 7 du CCAG - FCS, le titulaire s'engage à mettre en œuvre des pratiques respectueuses de l'environnement dans le cadre de l'exécution du présent marché. Comme stipulé aux articles 4.4, 5 et 6 du CCTP.

Par dérogation à l'article 7.2 du CCAG - FCS, toute nouvelle disposition législative en matière de protection de l'environnement s'applique de plein droit au marché sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant sauf pour le cas où cette législation entraîne des prestations indispensables supplémentaires.

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITÉ

Conformément à l'article 5 du CCAG - FCS, le titulaire est soumis à une obligation de confidentialité. Il s'engage à ne divulguer aucune information, document ou donnée dont il aurait connaissance dans le cadre de l'exécution du présent marché, et ce pendant toute sa durée ainsi qu'après son expiration. Le non-respect de cette clause par le titulaire ou son personnel entraînerait immédiatement l'interdiction de l'accès aux locaux et l'application de l'article 33 du CCAG FCS. La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées au titulaire à raison de ses fautes.

Par dérogation à l'article 5.2.2 du CCAG - FCS, toute nouvelle disposition législative en matière de protection des données à caractère personnel s'applique de plein droit au marché sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant sauf pour le cas où cette législation entraîne des prestations indispensables supplémentaires.

ARTICLE 15 - HYGIENE ET SECURITE - COMPORTEMENT

Le titulaire devra respecter l'ensemble des normes et consignes relatives à l'hygiène et à la sécurité applicables à son personnel dans le cadre de l'exécution des travaux, en veillant tout particulièrement aux mesures de sécurité requises pour les interventions en hauteur.

Le titulaire sera tenu d'assurer les prestations indispensables au maintien de l'hygiène et de la sécurité des bâtiments, en cas d'arrêt de travail de son personnel.

Le personnel du titulaire devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis à vis des tiers.

ARTICLE 16 - ASSURANCE

Dans les 15 jours suivant la notification du marché, le titulaire s'engage à fournir à l'Administration une attestation de son assurance indiquant la nature et la durée de sa garantie. La garantie « matériel » devra être suffisante, l'étendue de la garantie devra être indiquée pour les dommages corporels.

Le non-respect de cette clause par le titulaire entraînera la résiliation d'office du marché, sans aucune indemnité compensatrice pour ce dernier.

Tous dégâts ou bris de matériel appartenant à INRAE, du fait du titulaire, seront réparés ou remplacés par celui-ci, à ses frais, en accord avec la personne responsable des marchés ou son représentant habilité, dans les huit jours suivant la constatation.

ARTICLE 17 - AUGMENTATION DES PRESTATIONS

Dans le cas où INRAE demande au titulaire d'assurer l'entretien de surfaces non prévues au cahier des charges, d'augmenter la fréquence des interventions ou de réaliser des prestations complémentaires, ces demandes devront être formulées par l'émission d'un bon de commande selon les modalités prévues aux Annexes 1 « Annexe 1-1 Theix » pour le lot n°1, « Annexe 1-2 Crouël » pour le lot n°2, « Annexe 1-3 Les Cézeaux » pour le lot n°3, « Annexe 1-4 Aurillac » pour le lot n°4, « Annexe 1-5 Montoldre » pour le lot n°5 et « Annexe 1-6 Marcenat » pour le lot n°6, et le cas échéant à l'Annexe 5.

Dans ce cas, le titulaire est tenu d'y répondre sans pouvoir s'y soustraire.

Un avenant sera établi par INRAE pour modifier les surfaces d'entretien.

ARTICLE 18 - DIMINUTION DES PRESTATIONS

En cas de fermeture temporaire supérieure à 15 jours ou définitive, d'un ou de plusieurs bâtiment(s) (travaux, destruction...), INRAE préviendra le titulaire au moins deux mois à l'avance afin qu'il puisse s'organiser en conséquence.

Ce délai est supprimé en cas de déclenchement d'un plan de prévention INRAE d'urgence (contamination, pandémie...). Dans ce cas, INRAE informera le titulaire dans les plus brefs délais.

Des prestations pourront également être supprimées dans le cas d'un changement d'affectation d'un (ou plusieurs) local (locaux) dans lequel (lesquels) le nettoyage régulier ne serait plus nécessaire ou pourrait comporter des risques pour le personnel du titulaire. INRAE préviendra le titulaire au moins un mois à l'avance de la date à compter de laquelle ces changements entreront en vigueur.

Un avenant sera établi par INRAE pour modifier les surfaces d'entretien.

Il est entendu qu'aucune facturation ne pourra être adressée à INRAE correspondant au(x) bâtiment(s) et/ou local (locaux) concerné(s), dès lors que le titulaire en aura été avisé dans les temps.

ARTICLE 19 - LITIGES

En cas de litige, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable à leur différend.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre INRAE et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

A défaut, le tribunal territorialement compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand
6 cours Sablon
63033 CLERMONT FERRAND CEDEX 1
Tél : 04 73 14 61 00
Courriel : greffe.ta-clermont-ferrand@juradm.fr

ARTICLE 20 - DEROGATIONS

Par dérogation aux articles 1.2 du CCAG - FCS, le présent CCAP n'établit pas la liste des articles du CCAG - FCS auxquels il est dérogé.

Fait à Theix, le 16/10/2025